

LA UNE Merci Marie-Andrée

La présidente de l'Unaf (Union nationale des associations familiales), en exercice depuis sa retraite professionnelle en 2015, et présidente de l'Udaf Haute-Loire depuis 2009, est décédée le jour de Pâques 2025, un mois après son époux. Une tristesse profonde est ressentie dans tout notre réseau associatif mais aussi parmi les partenaires, nombreux, du mouvement familial qu'elle animait avec un engagement hors du commun. Pour tous, Marie-Andrée Blanc a représenté un exemple de proximité avec les réalités de chaque territoire. Militante infatigable pour les familles, elle a consacré une grande partie de sa vie à défendre leurs intérêts et à améliorer leur quotidien. Issue du mouvement Familles Rurales, elle restera pour toujours la première femme à occuper la présidence de l'Unaf. Réélue à plusieurs reprises, elle a œuvré pour une politique familiale ambitieuse, convaincue que c'est un investissement pour l'avenir. En tant que représentante des familles, elle a été questeuse puis vice-présidente du Conseil économique, social et environnemental (CESE). Co-rapporteuse du rapport intitulé "Vers un Service public de la petite enfance" et grâce à sa ténacité, elle a permis la création du Service public de la petite enfance qui a vu le jour en janvier 2025. [Lire le communiqué de presse.](#)



ACTION FAMILIALE

Dessine ta famille

A l'occasion des 80 ans de l'Unaf et des Udaf, un concours de dessin a été lancé. Le jury s'est réuni le 8 avril pour sélectionner les dessins. Beaux moments d'émotions en découvrant les 360 dessins d'enfants envoyés de toute la France par des familles, des centres sociaux, des écoles et des centres de loisirs. Nos jeunes artistes de 3 à 11 ans ont rivalisé de créativité. Les dessins choisis illustreront le prochain [Réalités familiales](#) et seront exposés au 28 place Saint-Georges à Paris ainsi que lors de l'Assemblée générale de l'Unaf, les 14 et 15 juin 2025 à Dijon.



[Participez au sondage](#) Comment faites-vous famille ?

L'Unaf a déploré la nouvelle menace de dissolution pesant sur le *Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge*. En 2022 déjà, Elisabeth Borne, alors Première Ministre, avait répondu à la question écrite de la sénatrice de la Marne, Françoise Férat : [réponse du 6 octobre 2022](#).

"Unis pour les pupilles"

Le 12 mars 2025, a eu lieu la 3^e rencontre du groupe d'échange et de pratiques "Unis pour les pupilles", organisée par l'Unaf. Près de 80 représentants familiaux siégeant au sein d'un conseil de famille des pupilles de l'Etat ont participé à cette séance et ont pu dialoguer avec Monique Limon, présidente du [Conseil national de l'adoption](#) (CNA), et ancienne députée, à l'initiative de la loi relative à l'adoption de février 2022. Par ailleurs, Frédéric Duriez, directeur de [l'Unafor](#), a présenté un premier bilan du déploiement de la formation obligatoire des membres des conseils de famille que l'Etat a confiée, par une procédure de marché public, à l'association [Enfance et familles d'adoption](#) et à l'Unafor. [Lire l'article](#).

Représentation familiale

Plus de 1040 représentants familiaux dans les caisses du régime général de la Sécurité Sociale (Caf, Cnam, Carsat...) seront renouvelés en 2026. L'Unaf a réuni les membres de son réseau le 25 mars 2025 pour présenter le contexte du renouvellement, proposer un calendrier de la campagne pour les Udaf et Uraf, diffuser les outils de communication, présenter les outils d'accompagnement. [Voir les dépliants](#). [Visionner les témoignages-vidéos](#).

Les séparations : les comprendre pour agir

Les séparations ne sont pas qu'un phénomène intime. Elles sont façonnées par des déterminants sociaux sur lesquels les politiques publiques et le monde du travail peuvent avoir un réel impact pour faciliter la vie des familles. L'étude confiée à Emmanuelle Santelli, directrice de recherches au CNRS et intitulée "[Séparations : Des origines à la décision, analyse d'un processus](#)" permet de mieux comprendre et appréhender les enjeux sociaux des séparations. L'Unaf a organisé le 25 mars 2025 une journée d'échanges avec des chercheurs et des professionnels en capacité d'accompagner les couples et les familles concernés. [Lire le communiqué](#).



EDUCATION

Mobilisés contre la fermeture de classes

En ce mois d'avril 2025, les parents d'élèves de Flavigny (Meurthe-et-Moselle) étaient mobilisés contre la fermeture d'une classe. C'est un exemple parmi d'autres, [un peu partout dans la région](#). A Flavigny, les parents sont en pleine élaboration d'un projet de classe inclusive avec des enfants en situation de handicap et ils ont plus d'une vingtaine de demandes de scolarisation d'enfants de 2 ans (qui ne comptent pas dans les effectifs). Il est bon de rappeler que la France est le pays de l'OCDE qui a le plus d'élèves par classe : en moyenne 22 alors que la moyenne des autres pays est de 19. Quand on sait que la France est aussi championne des inégalités de résultats en fonction des origines sociales, on peut légitimement penser que les projets de fermeture ne vont pas dans la bonne direction.

En Meurthe-et-Moselle, les maires des communes rurales ont manifesté pendant le Conseil départemental de l'Education nationale à Nancy (mars 2025). Le maire de Saizerais disait sa colère : "Nous sommes un village de 1500 habitants, 25 pavillons sont sortis de terre, nous avons procédé à un regroupement scolaire qui nous a coûté 100.000 euros, ce n'est pas rien pour une commune comme la nôtre, et on nous annonce la fermeture d'une classe."

En Moselle, le département perdrait 30 postes d'enseignants : 83 fermetures de classes contre 18 ouvertures. [Les syndicats appellent les écoles à rester mobilisées](#).

En Alsace : [Val de Villé](#) (article, février 2025), [Ostheim](#) (reportage en images), [Sundgau](#) (article, février 2025).

En Champagne-Ardenne : [Ardennes](#) (article, mars 2025), [Châlons](#) (article, mars 2025), [Reims](#) (article, mars 2025), [Verzy](#) (article, mars 2025), [Meuse et Haute-Marne](#).

Violences à l'école

Le 23 avril, la presse a révélé [un projet du ministère de l'Éducation nationale](#) : des questionnaires doivent bientôt être distribués du CP à la terminale pour mieux repérer les élèves victimes de violences psychologiques, physiques et sexuelles. Le dispositif, pensé après le scandale du collège-lycée catholique de Notre-Dame de Bétharram, doit être généralisé dès la rentrée prochaine.

Lutte contre la non-scolarisation

Obligation légale, le recensement des enfants en âge d'être scolarisés reste un défi pour de nombreux maires. Pour mieux les accompagner, l'Unicef France, en collaboration avec, entre autres, l'Andev (Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales) vient de publier un [guide pratique](#). Intitulé "Chaque enfant à l'école !". Ce guide rappelle tout d'abord que si les taux officiels de scolarisation en France sont très élevés, ils occultent "des disparités significatives d'accès à l'école et de continuité éducative". Le document déplore ainsi que "de nombreux enfants et jeunes entre 3 et 18 ans, notamment les plus vulnérables, restent en marge du système éducatif". [Lire l'article](#).

Les groupes "de besoins" entérinés mais limités aux classes de sixième et cinquième

Un [décret du Premier ministre](#) et un [arrêté](#) instaurent des groupes "de besoins" au collège pour les classes de sixième et cinquième. Les groupes seront formés "en fonction des besoins des élèves identifiés par les professeurs". Par ailleurs, "les groupes des élèves les plus en difficulté bénéficient d'effectifs réduits". Les classes de quatrième et troisième ne seront finalement pas concernées mais leurs élèves en difficulté bénéficieront d'un accompagnement adapté, en vue notamment de la préparation du diplôme national du brevet.

Dix jours sans écran

Du 13 au 22 mai 2025, un défi hors du commun mobilisera des milliers d'enfants et d'adolescents à travers la France. Pour cette période, télévisions, jeux vidéo, tablettes et smartphones seront relégués au placard, offrant aux jeunes une expérience unique : dix jours sans écrans de loisirs. Ce projet ambitieux réunit déjà 592 structures, impliquant 90 289 enfants et adolescents. Pour [vous inscrire à cette initiative, c'est ici](#).

Interdiction effective de téléphones portables au collège

Élisabeth Borne, ministre de l'Éducation nationale, a confirmé le 9 avril 2025 la généralisation de l'interdiction des téléphones portables à l'ensemble des collèges à la rentrée de septembre 2025. Une expérimentation est menée depuis septembre 2024 "dans une centaine de collèges". Expérimentation dont "tous les retours sont très positifs, notamment sur l'amélioration du climat scolaire ou le large soutien dont elle bénéficie de la part des parents et des professeurs", selon Élisabeth Borne. Pour autant, la mesure est rejetée par l'Assemblée des départements de France en raison des coûts que celle-ci représente et des risques juridiques en cas de dégradation des appareils. [Lire l'article](#).

Protections périodiques gratuites dans les collèges de Meurthe-et-Moselle

Tous les collèges publics de Meurthe-et-Moselle sont équipés en distributeurs de protections périodiques. Les collégiennes pourront accéder gratuitement et anonymement, aux toilettes ou à l'infirmerie, à des serviettes hygiéniques et à des tampons. Un dispositif accompagné d'une sensibilisation aux questions de la santé intime, des menstruations et à la bonne utilisation de ces produits. [Lire le communiqué](#) du Département.

A l'échelle de la région, 50 lycées ont participé à une expérimentation de mise à disposition gratuite à destination des élèves.

A Strasbourg, où près de 11 000 femmes seraient concernées par la précarité menstruelle, la Ville a installé [18 distributeurs](#) de protections menstruelles dans 15 lieux publics.

Des associations organisent également des distributions, comme [Règles élémentaires](#) ou [Women Need Support](#) (à Reims). [Lire l'article](#).

PROTECTION DE L'ENFANCE

Dix ans de travaux de l'Igas sur l'enfance

Au cours de ces dix dernières années, l'Inspection générale des affaires sociales, par ses investigations et ses recommandations, a contribué à faire évoluer utilement les politiques publiques de l'enfance, que ce soit en termes d'organisation ou de réglementation. L'Igas a effectué plusieurs missions afin d'améliorer l'organisation et la qualité de l'accueil du jeune enfant. Les travaux de l'Igas ont également joué un rôle essentiel en matière de protection de l'enfance. Plusieurs rapports ont contribué à la réforme des politiques de la protection de l'enfance dans le cadre de la loi du 7 février 2022, dite "Loi Tacquet". [C'est à lire ici](#).

Protection de l'enfance : l'"électrochoc" attendu

Rendu public le 8 avril 2025, le [rapport de la commission d'enquête parlementaire](#) sur les manquements des politiques de protection de l'enfance a été largement salué par les acteurs institutionnels et associatifs du secteur. Les départements "sont prêts à faire mieux, à condition que l'effort soit collectif, et que l'État s'implique et assure des financements à la hauteur de ces enjeux de société", indique l'Association des Départements de France. Les associations, à l'instar de la Cnape, fédération nationale d'associations de protection de l'enfant ([voir son communiqué](#)), espèrent que ce rapport provoquera l'électrochoc pour changer la donne. [Lire l'article](#).

JEUNESSE

Vote à 16 ans aux élections municipales

Contrairement aux idées reçues, les jeunes générations souhaitent s'impliquer dans la vie publique. En 2024, près d'un tiers des 15-17 ans a déjà signé une pétition ou défendu une cause en ligne. Un quart a participé à une manifestation ou un rassemblement. L'Unicef France lance [une campagne](#) avec d'autres associations pour obtenir l'abaissement du droit de vote à 16 ans pour les prochaines élections municipales. Les élus locaux sont appelés à rejoindre cette campagne en [signant une tribune](#).

Les jeunes et l'information

À quelle fréquence les jeunes suivent-ils l'actualité ou recherchent-ils des informations dans les domaines de la vie quotidienne ? Pourquoi s'informent-ils ? Quels thèmes consultent-ils ? Réseaux sociaux, télévision, moteurs de recherche, presse... : quelles sources mobilisent-ils ? Pour répondre à ces questions et continuer d'alimenter la littérature sur [les pratiques informationnelles des jeunes](#), mais aussi pour éprouver l'exactitude de certaines idées répandues sur le rapport des jeunes aux informations, l'édition 2024 du baromètre DJEPVA sur la jeunesse (Crédoc) a consacré l'un des modules de son questionnaire à ce sujet.

PERSONNES ÂGÉES

Les 40 ans d'une fédération

La Fédération nationale des associations de directeurs d'établissements et services pour personnes âgées (FNADEPA) a 40 ans ! Aujourd'hui forte de 39 associations départementales et régionales, elle rassemble plus de 1600 adhérents autour de valeurs humanistes et d'un engagement collectif pour améliorer, ensemble, la qualité de vie des personnes âgées. La fédération a organisé, le 2 avril à Paris, une soirée institutionnelle et y a invité l'Unaf. Pour rappel, l'Unaf a signé en 2024, une convention de partenariat avec la FNADEPA pour son action "[Lire ensemble](#)", conduite par 25 Udaf, qui propose à des bénévoles de partager le plaisir de lire avec des personnes âgées. [Lire l'article](#).

Aidants

Le 26 mars 2025, l'Unaf a participé à l'Assemblée Générale de [Ma Boussole Aidants](#) (MBA). Ce fut l'occasion de revenir sur les points forts de l'année 2024, de découvrir les orientations prévues pour 2025 et d'échanger autour du répertoire des aidants. [Voir le site Unaf dédié aux aidants](#).

Vulnérabilités

Créé en 2018, le [Cercle Vulnérabilités et Société](#) est "un think & do tank indépendant" dont l'ambition est de "convertir l'extraordinaire potentiel des vulnérabilités en gisement de progrès social et économique. Dans cette perspective, son action vise à prévenir et résoudre des situations de fragilités avérées (handicap, perte d'autonomie, maladie chronique, précarité, aide, deuil, etc.) autant qu'à démontrer et à soutenir leur puissance transformatrice". Il fédère aujourd'hui 60 organisations privées, publiques et associatives, pour faire émerger des propositions et expérimenter de nouveaux modèles répondant aux défis de l'emploi, de la santé, de l'autonomie, de la citoyenneté et du lien social, face aux principales transitions (démographique, économique, écologique, du travail...). Le Cercle a organisé le 28 mars 2025 une rencontre sur le thème "Emploi des personnes vulnérables : quelles stratégies ? Quelles valeurs ajoutées ?" [Lire ici quelques éléments des interventions](#) de la Directrice Générale de l'Unaf, Guillemette Leneveu, et d'Astrid Panosyan-Bouvet, Ministre chargée du Travail et de l'Emploi.

Dépistage et prise en charge de la dénutrition dans les Ehpad

Les résidents des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) sont particulièrement vulnérables à la dénutrition et à ses nombreuses conséquences potentiellement graves : affaiblissement du système immunitaire, perte musculaire, altération des fonctions physiologiques... Réalisée en 2023-2024, une étude financée par l'Agence Régionale de Santé dresse, pour la première fois à l'échelle du Grand Est, un état des lieux des dispositifs et pratiques mis en place par les Ehpad pour prévenir, repérer et prendre en charge la dénutrition. Cette étude, conduite par l'Observatoire régional de la santé et financée par l'ARS, a été menée via un questionnaire adressé aux 599 Ehpad de la région Grand Est. Découvrez : le [rapport](#) complet, la [synthèse](#) des résultats.

Une solution pour les personnes en perte d'autonomie

L'habitat API (accompagné, partagé, inséré dans la vie locale) constitue une alternative appropriée à la vie dans un domicile ordinaire ou en établissement médico-social pour les personnes en perte d'autonomie. Cet habitat est inclusif, en ce qu'il permet de rassembler des habitants autour d'un projet de vie commun pour faire face à leur fragilité. [L'association HAPI](#) réunit les différents acteurs de l'écosystème de l'habitat tels que les porteurs de projets et les acteurs des territoires afin d'accélérer et de fluidifier le montage des projets. [Lire l'article](#).



LOGEMENT

Comité interministériel des villes

Initialement prévu le 17 avril à Montpellier, le Comité interministériel des villes (CIV) devrait se tenir finalement le 15 mai, dans la même ville, a annoncé la ministre déléguée à la Ville, Juliette Méadel. Ce rendez-vous, très attendu des élus et acteurs de la politique de la ville, doit permettre de fixer de nouvelles orientations autour de trois priorités : l'enfance et l'adolescence, la tranquillité publique et le développement économique au bénéfice des femmes.

Politique de la ville : un bilan du dispositif des adultes-relais

4 500 adultes-relais travaillaient sur tout le territoire au 1^{er} janvier 2024. À la suite des émeutes urbaines de juin 2023, le comité interministériel des villes du 27 octobre 2023 a fixé pour objectif de renforcer cette présence humaine dans les quartiers. Un [rapport](#) d'inspection et d'évaluation de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), de l'Inspection générale de l'administration (IGA) et de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) dresse un panorama du dispositif. L'intuition initiale (développer la médiation sociale dans les quartiers) apparaît plus que jamais pertinente pour les inspecteurs. Ils jugent toutefois nécessaire d'apporter des ajustements. [Lire l'article](#).

L'État entend muscler la lutte contre l'habitat indigne

Un million de Français vivraient encore dans des logements considérés comme indignes. Face à ce constat, l'État entend passer à la vitesse supérieure. Un an après l'adoption de la loi du 9 avril 2024 contre l'habitat dégradé, Valérie Létard, ministre chargée du logement, entend renforcer son action par un plan d'accompagnement national visant à mieux répondre aux enjeux de santé publique, de sécurité et de dignité. Parmi les mesures phares : la création d'un observatoire national du bâti fragile, un guichet unique rebaptisé "Signal Logement", la confirmation du fonds d'aide d'urgence au relogement, un durcissement des sanctions à l'encontre des propriétaires peu scrupuleux. D'ici l'été 2025, 14 décrets d'application de la loi seront publiés pour structurer durablement cette politique. [Lire l'article.](#)

Syndic, ce mal-aimé ? Pas si sûr...

"Copro, mon amour". Derrière ce sondage au titre romantique, un constat surprenant : les Français ne détestent pas tant que ça leur syndic... Ils le connaissent juste mal. A l'occasion d'un colloque organisé au Conseil économique social et environnemental (CESE) le 10 avril 2025 afin de célébrer les 60 ans de la copropriété, l'[Union des syndicats de l'immobilier \(Unis\)](#) et l'association [Plurience](#) ont présenté les résultats d'une enquête Ipsos interrogeant 1.100 Français concernés par la copropriété. Cette enquête met en lumière une certaine méconnaissance du fonctionnement des copropriétés, des attentes claires envers les syndicats, et une volonté affirmée de modernisation. [Lire l'article.](#)



SANTE

Protéger les patients

À l'occasion de la Journée mondiale de la santé du 7 avril 2025, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a lancé une campagne visant à renforcer la protection des patients et des consommateurs dans les domaines de la santé et du médico-social. La Fédération nationale Familles de France relaie les [fiches pratiques](#) publiées par la DGCCRF sur le site du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Ces ressources ont pour but d'informer les citoyens sur leurs droits et de les aider à faire des choix éclairés concernant leur santé. La DGCCRF met également à disposition un [dépliant](#) regroupant des conseils utiles pour mieux maîtriser ses dépenses de santé.

Projet de nouvel hôpital de Nancy

Le 17 avril 2025, le [CHRU de Nancy](#) a franchi une nouvelle étape dans la mise en œuvre de son projet de [reconfiguration du site hospitalier sur Brabois](#) avec la signature du marché de maîtrise d'œuvre pour la future Pharmacie à usage intérieur (PUI).

À lire aussi : [Financement du nouveau CHRU de Nancy : un rapport tire la sonnette d'alarme, le directeur répond](#) ; [CHRU de Nancy : des opérations moins invasives pour les patients grâce à ce nouvel équipement de pointe](#) ; [Nancy : que va devenir l'Hôpital Central après la construction du nouveau CHRU à Brabois ?](#)

Notice papier dans les boîtes de médicaments : lettre ouverte aux ministres

Familles Rurales est signataire d'une [lettre ouverte](#) avec l'UFC-Que Choisir et la CLCV, interpellant le ministre de la Santé et le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères sur la nécessité de maintenir la notice papier dans les boîtes de médicaments, menacée de disparition dans le cadre de la révision du code européen du médicament.

Le mouvement Familles Rurales a (lui aussi) fêté ses 80 ans. L'occasion d'un long [entretien avec Guylaine Brohan](#), présidente de la fédération nationale, au moment de présenter le rapport d'activités 2024.

Dépenses d'assurance maladie : les prescriptions de la Cour des comptes

Dans [une note](#) publiée le 14 avril 2025 sur l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam), la Cour des comptes chiffre les économies devant être faites et fournit ses préconisations. Celles-ci concernent entre autres les petits hôpitaux publics, que la Cour appelle à regrouper, mais aussi la branche autonomie, que ce soit côté handicap ou côté vieillissement. S'agissant des personnes âgées, elle met l'accent sur la prévention des chutes. [Lire l'article](#).

Les parcours des usagers de la Sécurité sociale

Se mettre dans les pas de l'utilisateur est l'ambition de l'Igas dans la conduite de ses travaux relatifs aux politiques sociales. Elle a ainsi évalué différents "parcours" proposés par la Sécurité sociale aux usagers, en vue de simplifier et favoriser l'accès de tous à leurs droits. [Lire le rapport](#). [Lire l'article](#).

Santé mentale

La santé mentale, grande cause nationale en 2025, était à l'honneur le 1^{er} avril dernier, à l'occasion de l'inauguration du premier Mois de la santé mentale de la Ville de Paris. L'Unaf y a participé et réaffirmé, auprès des partenaires présents, son engagement en faveur d'une société plus inclusive pour les personnes vivant avec des troubles psychiques. [Lire l'article](#).

Pour un numérique en santé souverain, de confiance et inclusif

Le Numérique en santé est aujourd'hui dans notre quotidien et il nous interroge sur notre capacité collective à en assurer la maîtrise. Facteur de progrès au service du système de santé, il peut contribuer à une meilleure politique de prévention, réduire les inégalités d'accès aux soins, être au service de la recherche. Source d'inquiétude, car il manie des données individuelles sensibles, il peut susciter des réticences, ce qu'illustre bien le recours très progressif à *mon espace santé*. [Lire l'avis du CESE](#). [Lire l'article](#).

Hausse de la mortalité liée à la chaleur à l'horizon 2099

Dans [une publication britannique parue dans Nature medicine](#), des chercheurs évaluent l'impact du réchauffement climatique sur la santé humaine. Dans leurs projections les plus pessimistes, la diminution du nombre de décès provoqués par les basses températures ne compensera pas l'augmentation de ceux liés à la chaleur. [Lire l'article](#).

France Assos Santé

L'Assemblée Régionale de *France Assos Santé Grand Est* a élu les membres de son Comité Régional et de son Bureau pour les trois prochaines années. Leur engagement, leurs idées et leur motivation contribueront à faire vivre les projets au service des usagers de la santé et de leurs représentants, porter ses valeurs, renforcer sa dynamique collective. [Composition complète à lire ici](#).



MOBILITES

Loi sur la sécurité dans les transports

[Le Conseil constitutionnel a censuré](#) certaines dispositions du projet de loi sur la sécurité dans les transports, notamment celles "permettant le recours à la contrainte par des agents privés" (agents SNCF, RATP...). Il a également rejeté un article prorogeant l'expérimentation d'un dispositif de vidéosurveillance algorithmique lors de grands rassemblements, testé notamment lors des Jeux olympiques de Paris-2024. [La loi a été promulguée le 28 avril 2025](#).

Sécurité routière

Les référents Transport-Sécurité routière des Udaf et Uraf se sont retrouvés à l'occasion d'une réunion nationale sur la Sécurité routière organisée par l'Unaf le 28 mars 2025. [On pourra lire le compte-rendu ici](#).

Les services express régionaux métropolitains (SERM)

Au carrefour entre le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse, la région Grand Est rencontre de forts enjeux de mobilités dans un contexte contraint à la fois sur l'offre ferroviaire et sur les capacités d'intermodalité. Les axes routiers sont aussi aujourd'hui fortement congestionnés. Trois projets de SERM, à des stades différents d'avancement, à savoir Strasbourg, Mulhouse et Lorraine, permettraient de proposer aux habitants et aux voyageurs une offre de service de mobilité complète et cohérente à l'échelle du territoire. Une mission de préfiguration associant la Région, la Société des grands projets, SNCF Réseau et SNCF Gares & Connexions, a été mise en place pour que ces trois projets obtiennent chacun le statut de SERM. Elle a notamment pour objectif de proposer une ambition de service, un plan de financement et un schéma de gouvernance pour la phase de réalisation de ces projets. [C'est à lire ici](#).

Lancé en décembre 2023, puis concrétisé en juin 2024 par la labellisation du ministère des Transports français, le projet de Service express régional métropolitain (SERM) Lorraine-Luxembourg continue de prendre forme. Le 9 avril 2025, le syndicat de transport Territoires et mobilités Moselle Nord (Temo) a fait le point sur les différentes lignes ferroviaires qui pourront bénéficier d'un financement, et donc d'un développement. [C'est à lire ici](#) dans la presse luxembourgeoise. On notera que les Conseils de développement concernés sont consultés.

La stratégie régionale des mobilités

Le préfet de la région Grand Est, Jacques Witkowski, et le président de la Région, Franck Leroy, ont signé le 10 avril, l'avenant d'intégration du volet "Mobilités" au contrat de plan État-Région (CPER). [Lire l'article](#). Lire la [contribution du CESER](#) à la stratégie régionale des mobilités.



DEVELOPPEMENT DURABLE

Ici on agit !

L'évènement "[Ici on agit !](#)", organisé par le groupe Ebra (presse quotidienne régionale), vient de se dérouler au Palais des Congrès de Nancy, avec une journée dédiée aux professionnel(le)s le 25 avril et une journée grand public le lendemain : 55 tables-rondes, une centaine d'intervenants, autant d'espaces d'exposition, une vingtaine d'animations... Parmi les temps forts, on aura noté le débat à haute valeur scientifique avec Valérie Masson-Delmotte et Jean Jouzel, la présentation par le Département de Meurthe-et-Moselle de la (nouvelle) [Cité des Paysages](#), le centre de culture scientifique dédié à la connaissance et la protection du vivant qui rouvre ses portes après d'importants travaux. [Retour sur l'évènement par l'Est Républicain](#).

Conseils de développement

Les Rencontres européennes de la participation se sont déroulées du 17 au 19 mars 2025 à Strasbourg. La Coordination nationale des Conseils de développement (CNCD) propose [un retour sur deux temps forts](#) qui ont rassemblé élus, professionnels, citoyens engagés : un atelier porté par les Conseils de développement du Grand Ancey, de Bordeaux Métropole, de l'Eurométropole de Strasbourg et de Grenoble Alpes Métropole, et un atelier coorganisé par la CNCD avec [Empreintes Citoyennes](#) et le [Commissariat général au développement durable](#) (CGDD).

La Journée de celles et ceux qui font bouger les territoires ! Édition 2025

Le succès de l'édition 2024, le 12 avril à Villers-lès-Nancy avec Martin Vanier et de nombreux partenaires venus échanger autour de leurs projets, a donné envie à Citoyens & Territoires de réitérer ce format. La *Journée de Celles et Ceux qui font Bouger les Territoires*, c'est l'occasion de se rencontrer, d'échanger, d'écouter, de découvrir, de prendre de la hauteur, de réfléchir ensemble. Pour 2025, Citoyens & Territoires souhaite mobiliser nos imaginaires pour dessiner un futur désirable, local et enthousiasmant ! [Programme disponible ici](#).

Les âges de la solidarité

De l'enfance au soir de la vie, des responsables politiques et des acteurs de la société civile travaillent et construisent ensemble des solutions pour accompagner les fragilités des individus tout au long de leur existence. C'est cette capacité à faire ensemble et à dessiner une société plus juste et solidaire qui sera au cœur des échanges de la journée nationale organisée le 15 mai 2025 au Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle. Avec notamment la participation de Vincent Jarousseau, documentariste, auteur de l'ouvrage "[Les femmes du lien](#)" et de Fabienne Brugère, philosophe, autrice de "[L'éthique du care](#)". [Tout le programme ici](#).

Le réseau Envie en danger

À la suite d'un appel d'offres lancé par l'éco-organisme Ecosystem comme tous les trois ans, pour la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, le réseau Envie, non retenu, se trouve en grande difficulté. Près de 1.000 emplois, dont 75% en insertion, sont en danger. [Lire l'article](#).



DEMOCRATIE VIVANTE

Effacité des institutions

L'Unaf s'oppose à la suppression des instances du paysage institutionnel français qui, au contraire, devraient être pleinement reconnues pour la qualité de leurs travaux dans l'intérêt des familles. Dans son rapport en 2012, intitulé [Les agences, une nouvelle gestion publique](#), le Conseil d'Etat indiquait : "Les agences renforcent de manière sectorielle les politiques publiques concernées. Elles permettent d'apporter des ressources nouvelles sous forme d'organismes extérieurs à l'Etat ou de ressources propres générées par leur activité. Elles facilitent le recrutement de personnes dotées de compétences inhabituelles dans les services de l'Etat. Leur spécialisation leur permet d'accomplir leurs missions avec un professionnalisme accru/ Elles sont enfin un instrument efficace de partenariat avec les collectivités territoriales ou avec les acteurs de la société civile."

Sur la sellette depuis mars, menacé par le projet de loi de Simplification, le Conseil national de la montagne vient d'être rétabli. [Récit d'un rétropédalage](#).

Effacité parlementaire

Une [analyse de l'évolution des débats à l'Assemblée nationale](#), réalisée par le CEPREMAP pour l'Observatoire du Bien-Être, porte sur deux millions prononcés entre 2007 et 2024. Elle met en lumière la métamorphose de l'Assemblée en une véritable scène de spectacle où dominant la colère, la polarisation et les codes des réseaux sociaux. Ce phénomène reflète une désinstitutionnalisation profonde de l'Assemblée et interroge le caractère encore gouvernable de notre pays, y compris avec des réformes institutionnelles (par exemple la proportionnelle), tant que la fièvre des passions et les codes des réseaux sociaux écraseront toute culture du débat et du compromis.

Services publics

Une tribune publiée le 2 avril 2025 sous l'intitulé "[Le printemps des services publics](#)" appelle l'exécutif à "concilier, sans les opposer, les priorités sociales et environnementales (d'une part) et géopolitiques (d'autre part)". Les premières ne doivent pas être mises de côté face aux nouveaux besoins de la Défense.

Un [sondage OpinionWay](#) pour le think tank "Le sens du service public" a été réalisé afin de comprendre et analyser le rapport des citoyens avec les services publics, l'importance qu'ils y attachent et les attentes à leur égard. C'est en région Grand Est que le niveau d'insatisfaction est le plus grand : 7 personnes mécontentes sur 10. [Lire l'article](#).

EN BREF.... MAIS IMPORTANT

✓ Le 24 avril 2025, l'Oriv (Observatoire régional de l'intégration et de la ville) était à l'Eurométropole de Metz pour une journée de rencontres et d'échanges autour du thème : *Familles & monoparentalité – (Re)penser l'accompagnement*. En amont de son [Assemblée Générale](#), le 29 avril, l'Oriv avait invité le géographe Martin Vanier, pour une [visioconférence](#) sur le thème de la reliaison pour sortir du prisme des fractures.

✓ L'Unaf est intervenue aux 10 ans de l' [Observatoire de l'Inclusion Bancaire](#) (OIB) le 31 mars 2025. Elle a pu mettre en lumière le rôle et les apports, à l'échelle territoriale, des Conseils Départementaux de l'Inclusion Financière de la Banque de France.

✓ Les [Territoires Zéro Exclusion Énergétique](#), développés par l'association Stop Exclusion Énergétique et ses partenaires contributeurs, proposent une approche territoriale systémique de lutte contre la grande précarité énergétique. Ils s'inscrivent dans un objectif de sobriété accessible à tous.

✓ L'Unaf a été interviewée par l'Institut National de la Consommation dans le cadre de la préparation d'une édition de Consomag sur le changement de fournisseur d'énergie. [Lire l'article](#). [Voir le Consomag](#). Les autres Consomag du moment : [Comment repérer une fraude au faux RIB ?](#); [Vignette Crit'Air pour votre voiture : pourquoi et comment l'obtenir ?](#)

✓ Le projet de stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (Snanc) a été mis en consultation jusqu'au 4 mai 2025. Il vise à promouvoir et accompagner les projets territoriaux. [Accéder à la consultation](#).

✓ Pour booster les recettes de l'État, un sénateur a proposé d'augmenter la TVA d'un point. Avec une telle mesure, une tranche de la population risque d'être fortement impactée. L'Insee a réalisé une étude à travers laquelle l'organisme analyse les effets d'une hausse de trois points de la TVA. [Lire l'article](#).

✓ Fin du maintien à vie dans le logement social : [le principe de mixité sociale est durement remis en cause](#), explique Marie-Josée Balducci, pour l'Unaf.

✓ Lors de sa déclaration de politique générale, le Premier ministre François Bayrou a dénoncé le faible taux d'exécution des OQTF, les obligations de quitter le territoire français. Travail, études, relations... Visées par cette procédure administrative, [des personnes étrangères témoignent](#) des conséquences sur leur vie personnelle.

✓ Rideaux tirés, magasins fermés, centres-villes désertés. Pour lutter contre la désertification des petites communes rurales, la ministre en charge du commerce et de l'artisanat, Véronique Louwagie, se mobilise dans le prolongement de ses prédécesseurs. [Visionner ici le débat au Sénat](#).

✓ Familles Rurales s'interroge sur la prolongation de l'expérimentation du SRP+10 (Seuil de revente à pertes + 10 %) jusqu'en 2028 alors que les rapports publics successifs n'ont jamais démontré son efficacité pour améliorer la rémunération des producteurs. [Lire l'article](#).

✓ Le baromètre trimestriel de l'Association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel (AFCD) révèle une certaine inquiétude chez les délégués à la protection des données (DPO en anglais). [Lire l'article](#). Le règlement européen sur les services numériques (DSA) vise une responsabilisation des plateformes. [C'est à lire ici](#).

✓ La CNIL a publié le [bilan](#) de ses mesures répressives en 2024. Elle a prononcé au total 331 mesures correctrices. Elle a par ailleurs publié [le bilan](#) de trois expérimentations de l'intelligence artificielle dans les services publics. Avec à la clé des recommandations pour les collectivités.

✓ Le [dernier numéro d'Union Sociale](#) dresse un bilan sur l'usage de l'intelligence artificielle dans les secteurs social, médico-social et sanitaire. Une occasion de prendre la mesure de l'impact de cette nouvelle technologie et de ses potentielles dérives.

✓ La Commission européenne a publié une étude sur les impacts budgétaires d'un possible élargissement à 33 ou 36 États membres. Celle-ci avance que le coût pourrait être "modeste" pour le budget de l'UE. [Lire l'article](#).

L'Unaf, les Udaf et Uraf, unis pour les familles